

Chronique de la pensée multiple

par Valéry Giscard d'Estaing
de l'Académie française

Le charisme de Barack Obama

Venu à Washington pour y présenter le contenu de la présidence française du Conseil européen, j'ai saisi l'occasion de rencontrer les responsables des *think tanks* américains, et les conseillers de John McCain et de Barack Obama. Voici mon évaluation : Barack Obama fait actuellement la course en tête, même s'il reste encore quatre mois à parcourir. Son avantage tient à plusieurs éléments : son éloquence fluide et brillante, son charisme souligné par une gestuelle jeune et chaleureuse, le rassemblement autour de lui de la totalité de l'appareil démocrate, impatient de prendre sa revanche sur George W. Bush ; et enfin le naufrage bancaire et la conjoncture déprimée qui jouent évidemment contre le parti au pouvoir. En sens inverse, Barack – comme l'appellent les Américains – souffre de deux handicaps : la quasi-inexistence de son expérience exécutive, car il n'a fait que siéger au Sénat pendant deux ans, et sa connaissance limitée de l'Amérique profonde, qu'il n'a parcourue qu'une seule fois, en autocar, avec sa grand-mère et sa mère, à l'âge de 11 ans, et qu'il découvre à l'occasion de sa campagne. Ce qui lui arrache des exclamations surprenantes, telles que : « *Je ne pensais pas que le Texas était aussi beau !* » La longueur de la campagne américaine permet d'évacuer en route un certain nombre de sujets. C'est ainsi que l'élection d'un Noir à la présidence a cessé d'être un enjeu, même si plus de 80 % des électeurs noirs donnent leur préférence à Barack et si la crainte d'une éventuelle agression, comme les présidents des Etats-Unis en ont connu depuis Abraham Lincoln jusqu'à John Kennedy, rôde dans l'ombre. L'intérêt se concentre désormais sur deux thèmes : la dégradation rapide de la situation en Afghanistan et au Pakistan, pour laquelle aucun des candidats ne propose de remède convaincant, Barack se contentant de dire qu'il décidera aussitôt l'envoi de 10 000 hommes supplémentaires en Afghanistan ; et la quasi-dislocation du système bancaire américain, provoquée par vingt années de laxisme, de spéculation et de profits abusifs prélevés sur l'économie, dont les administrations républicaines et démocrates partagent la responsabilité.

La crédibilité de John McCain

Le mérite de John McCain se situe d'abord dans son caractère : son courage, puis sa dignité, comme prisonnier de guerre au Vietnam pour une durée de détention voisine de celle d'Ingrid Betancourt. Et aussi son honnêteté scrupuleuse dans un univers politique contaminé par l'argent facile. Il est unanimement respecté, et

ses interventions variées au Sénat lui assurent une image de compétence. S'il est sans rival dans son propre camp, sa campagne a été lente à démarrer. Conduite jusqu'ici par une équipe instable, sa stratégie est confuse et contribue à donner de lui une image passéiste. Le candidat lui-même poursuit une démarche solitaire qui correspond à ses goûts, et le conduit à des positions parfois inattendues. Il vient de recevoir le renfort important de son rival des primaires, le photogénique Mitt Romney, ancien gouverneur du Massachusetts. Celui-ci, qui dispose d'une crédibilité exécutive incontestable, a le profil d'un vice-président possible. Comme républicain, le grand problème de McCain est de détacher son image de celle du président Bush, aujourd'hui très impopulaire et tenu pour responsable des difficultés économiques du pays.

John McCain est un excellent débattre, et il lance à Barack des défis pour le rencontrer sous des préaux d'école, mais celui-ci se dérobe en invoquant les contraintes de son emploi du temps. Il ne pourra pas éviter les trois grands débats télévisés annoncés où les candidats seront confrontés en direct. C'est alors, sans doute, que s'effectuera le choix entre les deux grandes options : s'adapter à la société nouvelle du XXI^e siècle, ou s'appuyer sur le socle encore solide de l'Amérique profonde.

**BARACK OBAMA
A DEUX HANDICAPS :
LA QUASI-INEXISTENCE
DE SON EXPÉRIENCE
EXÉCUTIVE, ET SA
CONNAISSANCE LIMITÉE
DE L'AMÉRIQUE
PROFONDE.**

Réformer les institutions européennes

Certains dirigeants des Etats de l'Europe centrale ont critiqué la déclaration de Nicolas Sarkozy indiquant que la France s'opposerait à tout nouvel élargissement de l'Union européenne, comme elle en a le droit, aussi longtemps que ses institutions n'auront pas été réformées. Ils ont tort, car la position du président français est parfaitement justifiée. Les institutions de l'Union européenne ont été imaginées pour un groupe de six pays fondateurs. Les premiers élargissements de la période 1960-1990 ont porté ce nombre à douze. Depuis 1990, les élargissements ont porté le nombre d'Etats membres de douze à vingt-sept, soit plus de quatre fois le chiffre initial, sans aucune adaptation du système d'origine. Le résultat est que ce système n'est ni efficace ni représentatif. Le nombre de commissaires a été multiplié par trois, ce qui pousse à la bureaucratisation du système, et désormais vingt-sept Etats peuvent exercer leur droit de veto sur beaucoup de décisions européennes. Tout nouvel élargissement sans réforme accentuerait encore ces défauts. La solution réside dans l'adoption du traité de Lisbonne, déjà ratifié par les quatre cinquièmes des Etats membres, qu'il va falloir mener jusqu'à son terme avant de pouvoir envisager d'éventuels élargissements ■